



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/27062025/8

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202548-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2025

Publication : 04/07/2025

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

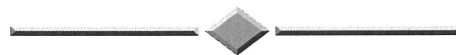
Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

8 CESSIION DE VÉHICULE POUR DESTRUCTION À AXA FRANCE IARD (FIAT DUCATO IMMATRICULÉ EL-315-CA) - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans la nuit du samedi 8 février 2025 au dimanche 9 février 2025, le véhicule immatriculé EL-315-CA a été incendié sur sa place de stationnement située au 18 avenue des quatre Cantons. L'examen, réalisé le 14 février par l'expert mandaté par l'assurance du C.C.A.S., indique que le véhicule est techniquement non réparable.

Par ailleurs, il appartient à tout détenteur d'un véhicule hors d'usage de le remettre exclusivement à des démolisseurs ou des broyeurs titulaires de l'agrément Véhicules Hors d'Usage (V.H.U.).

La valeur du bien est déterminée à partir des informations transmises à l'assurance, des caractéristiques propres du véhicule (entretien, usure, réparations, équipement, kilométrage...) et en prenant en compte le montant effectif des transactions sur le marché de l'occasion de véhicules comparables.

Conformément aux articles L.327-1 à L.327-3 du Code de la route, le groupe CREATIV' qui est en charge de l'expertise, et au vu des éléments transmis et de la valeur du véhicule avant sinistre, propose un rachat du véhicule pour un montant de 9 500 €.

Il est proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen de céder le véhicule immatriculé EL-315-CA à AXA FRANCE IARD pour une valeur de 9 500 €.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles et suivants,

VU les Articles L.327-1 à L.327-3 du Code de la route,

CONSIDÉRANT le retour d'expertise du groupe CREATIV',

CONSIDÉRANT la proposition financière de rachat pour un montant de 9 500 €,

CONSIDÉRANT que la valeur nette comptable de ce véhicule est de 7 396.61 €,

CONSIDÉRANT le tableau ci-dessous :

Nature	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition TTC	Valeur nette comptable TTC
FIAT DUCATO	2017	24 655.39 €	7 396.61€

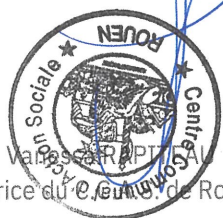
DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise l'aliénation pour destruction à titre onéreux du FIAT DUCATO immatriculé EL-315-CA à AXA FRANCE IARD pour un montant de 9 500 €,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer tous documents découlant de cette cession,
- Dit que le véhicule sort de l'inventaire comptable,
- Dit que la recette correspondante sera imputée au budget principal du C.C.A.S.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.